

45e SESSION (1996) - DECLARATION

Nous, Ministres de l'éducation, réunis lors de la 45e session de la Conférence internationale de l'éducation :

- **Soucieux** de la nécessité de développer la compréhension et de nouvelles formes de solidarité, plus actives et plus justes, entre les personnes, les peuples et les générations,
- **Prenant en compte** les profonds changements sociaux, économiques, politiques et culturels que traversent nos sociétés, et la situation très précaire qui prévaut dans de nombreux pays en matière de pauvreté, de santé et de nutrition, ce qui rend urgents le développement, l'adaptation et la transformation des systèmes éducatifs,
- **Reconnaissant** l'importance de la contribution que les enseignants apportent à la rénovation de l'éducation par leurs idées, leurs méthodes et leurs pratiques,
- **Convaincus** que les enseignants sont des acteurs privilégiés du changement éducatif, qui doit s'opérer autant dans l'école et dans la salle de classe, à tous les niveaux et dans toutes les formes et filières de l'enseignement que dans le système éducatif dans son ensemble,
- **Conscients** que l'accélération des changements requiert des enseignants qu'ils soient capables de guider et d'aider les apprenants non seulement à assimiler des connaissances mais aussi à devenir conscients de leur identité et à être tolérants, ouverts aux autres et aux autres cultures, aptes à poursuivre leur apprentissage tout au long de la vie, de façon qu'ils soient à même d'affronter l'avenir avec confiance,
- **Conscients** que l'essor des nouvelles technologies doit modifier les conditions du métier d'enseignants et les rapports entre les enseignants et les apprenants,
- **Notant** les dispositions des conventions internationales en vigueur qui s'appliquent aux enseignants, et en particulier des instruments relatifs aux droits fondamentaux comme la Convention de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, la Convention de 1949 sur le droit d'organisation et de négociation collective, la Convention de 1951 sur l'égalité de rémunération, adoptées par la Conférence internationale de l'Organisation internationale du travail, et la Convention de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,
- **Rappelant** la Recommandation OIT/UNESCO de 1966 concernant la condition du personnel enseignant et les rapports du Comité conjoint OIT/UNESCO d'experts sur son application, la Recommandation n° 69 adoptée en 1975 par la 35e session de la Conférence internationale de l'éducation sur l'évolution du rôle des maîtres et les incidences de cette évolution sur la formation professionnelle préalable et en cours d'emploi, ainsi que la Déclaration de la 44e session de la Conférence internationale de l'éducation (1994), qui invite à accorder un caractère prioritaire à la formation du personnel éducatif en l'axant "notamment sur l'éthique professionnelle, l'éducation civique et morale, la diversité culturelle, les

codes nationaux et les normes internationalement reconnues en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales",

Nous déclarons résolus à :

- 1. Assurer la participation active des enseignants et de l'ensemble des partenaires de l'éducation aux processus de changement des systèmes éducatifs selon des formes de consultation et de coordination appropriées aux différents contextes socio-économiques, politiques et culturels de leur société.
- 2. Développer et mettre en oeuvre des politiques intégrées visant à recruter et maintenir dans la profession enseignante des individus, hommes et femmes, motivés et compétents ; réformer la formation initiale et en cours d'emploi pour la mettre au service des nouveaux défis de l'éducation ; adopter des mesures encourageant l'innovation éducative ; renforcer l'autonomie professionnelle et le sens des responsabilités des enseignants ; améliorer leur statut et leurs conditions de travail.
- 3. Concevoir ces politiques intégrées dans le cadre de stratégies destinées à assurer l'égalité d'accès à une éducation pertinente et de qualité, à promouvoir l'égalité des chances et l'apprentissage tout au long de la vie et à faire de l'école l'un des instruments primordiaux de la cohésion sociale, de la formation aux valeurs démocratiques et de la culture de la paix.
- 4. Développer aux plans national, régional et international, toutes les formes de soutien, notamment aux enseignants qui travaillent dans des situations difficiles, de pauvreté extrême, de conflits armés, d'exclusion sociale ou dans des zones éloignées.
- 5. Susciter l'engagement de tous les partenaires tels que les enseignants et leurs organisations, les apprenants eux-mêmes, les autorités morales et spirituelles, la famille, les entreprises, les médias et les intellectuels, artistes et scientifiques pour qu'ils contribuent activement à l'émergence d'une école conçue comme un centre actif d'apprentissage intellectuel, moral, spirituel, civique et professionnel continuellement adapté à un monde en changement.
- 6. Nous inspirer dans notre action des recommandations qui accompagnent cette Déclaration que nous adoptons à Genève, ce 5 octobre 1996, Journée internationale des enseignants.